

**Commentaires du MSC pour la réunion du Groupe consultatif du CSA et du Bureau
3 mai 2018**

Point 1 de l'ordre du jour - CSA 45 (Projet d'ordre du jour provisoire et projet de calendrier)

Merci pour le projet d'ordre du jour et le calendrier de la CSA 45. Nous aimerions faire quelques remarques et suggestions sur les projets actuels, en tant que contribution à une Plénière dynamique et substantielle que nous attendons tous avec impatience... et ce malgré le fait qu'il s'agira de la première Plénière depuis la réforme du CSA qui ne s'achèvera pas avec la conclusion d'un processus significatif de convergence des politiques.

Nos remarques, questions et suggestions sont:

- En ce qui concerne l'ouverture de la Plénière du CSA, nous souhaiterions être informés de la question de savoir si le Secrétaire Général des Nations Unies a été invité ou s'il a déjà confirmé sa participation à la CSA 45.
- Nous nous félicitons du fait que la Plénière du CSA puisse être ouverte dès le 15 octobre, alors que la Journée mondiale de l'alimentation (JMA/WFD) sera célébrée le mardi 16 octobre et qu'aucune autre session ne sera retirée de la semaine de la Plénière. Etant donné que la JMA est désormais pleinement intégrée à la semaine du CSA, elle est également bien placée pour créer des synergies avec l'ordre du jour de la Plénière du CSA. Nous aimerions savoir s'il existe déjà des idées initiales pour l'agenda de la célébration de la JMA, et suggérerions de relier les principales thématiques de la JMA aux principales thématiques de la Plénière du CSA. À notre avis, il serait bon d'avoir un processus de préparation commun entre le CSA et la FAO pour assurer ce lien et cette synergie entre les ordres du jour.
- Nous voudrions rappeler que la Journée d'ouverture de la Plénière du CSA coïncidera avec les célébrations de la Journée internationale des femmes rurales. Le CSA devrait consacrer une attention particulière à cette célébration en invitant une femme rurale à prendre la parole lors des discours d'ouverture de la semaine de la Plénière.
- En ce qui concerne le premier jour, nous suggérons que toutes les discussions et déclarations relatives à SOFI aient lieu et soient achevées la journée du lundi. Nous espérons que les ABR décident cette année de lancer le Rapport SOFI au cours de la Plénière du CSA afin de ne pas perdre à nouveau cette importante opportunité médiatique pour le CSA, comme ce fut malheureusement le cas l'année dernière.
- Dans le contexte des discussions SOFI, un créneau spécial devrait être prévu pour le Rapport thématique annuel du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le Droit à l'alimentation, qui présente généralement ce rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies.
- Le rapport SOFI est cependant plutôt lié au Comité de l'agriculture de l'ONU (COAG) qu'au CSA. Il pourrait être présenté dans le cadre d'un événement parallèle important pour le CSA,

comme cela a été fait l'année dernière, mais ne devrait pas être considéré comme faisant officiellement partie de la Plénière du CSA.

- L'évaluation du CSA devrait peut-être être discutée dès mercredi, car nous ne savons pas à ce stade si un consensus complet pourra être atteint sur l'ensemble du document et de l'annexe avant la Plénière. Dans tous les cas, c'est à la Plénière que revient la dernière discussion et décision sur la mise en œuvre de la réponse à l'Evaluation du CSA, et elle ne devrait pas être soumise à des contraintes de temps.
- Nous aimerions savoir quel est le statut de l'Axe de travail "Urbanisation et transformation rurale" et quel est le processus prévu d'ici à octobre. Cet Axe de travail est d'une grande importance pour de nombreuses organisations au sein du MSC, et elles continuent à en attendre à un résultat concret et pertinent en matière de politiques. Est-il confirmé qu'aucun événement intersession n'aura lieu sur ce sujet avant les vacances d'été? L'un ou les deux événements annulés seront-ils reportés au mois de septembre? Si une discussion est prévue en Plénière comme cela est indiqué dans le projet d'ordre du jour actuel, quel sera le processus de préparation pour cette discussion? Quel est le rôle de l'Equipe technique pour ce travail au cours des prochains mois?
- Nous comprenons qu'un créneau dans l'ordre du jour de la Plénière doit être réservé pour la présentation des résultats de la réunion du GTCNL Suivi en juin. Il s'agira notamment d'avoir une éventuelle discussion et décision sur les prochaines étapes à suivre concernant les événements de bilan consacrés à des recommandations politiques spécifiques du CSA.
- Il est important de consacrer une session à des questions cruciales, émergentes et urgentes susceptibles d'éclairer le prochain HLPE en 2020. Une proposition pourrait être éventuellement préparée dans les semaines à venir par les secrétariats du CSA et du HLPE et discutée lors de la prochaine réunion GC / Bureau en juillet.
- Nous souhaiterions également avoir des précisions sur le prochain rapport du HLPE consacré aux plates-formes multipartites pour le financement de la SAN dans le contexte des ODD: Quand des fonds seront-ils disponibles pour la traduction de ce rapport? Quand la traduction sera-t-elle disponible? Nous pensons que le créneau d'une heure prévu pour la discussion en Plénière sur ce rapport et sur les suites à y donner n'est pas suffisant.
- Il n'est également pas adéquat de consacrer une heure seulement à la discussion sur le grand processus politique à venir en matière de Directives sur les systèmes alimentaires et la nutrition. La même chose vaut également pour l'Axe de travail sur Urbanisation et transformation rurale.
- A notre avis, les événements généraux consacrés aux échanges qui sont proposés pour vendredi matin ne sont pas prioritaires et pourraient être remplacés par d'autres sujets plus prioritaires.

- Nous voudrions rappeler à tout le monde que le MSC porte la responsabilité - en tant qu'espace auto-organisé de la société civile au sein du CSA - de faciliter la nomination des orateurs issus de la société civile qui participent aux discussions pendant la Plénière du CSA.

Point 2 de l'ordre du jour - Évaluation du CSA

a) Plan d'action : étant entendu que le texte présenté n'a pas été modifié depuis les discussions de janvier, nous n'avons pas d'autres remarques à ce sujet.

b) Rapport de mise en œuvre: Après la réunion ouverte qui a eu lieu hier, il est nécessaire d'avoir une orientation claire sur le processus à suivre. Nous aimerions faire quelques remarques et suggestions dans ce sens, pour validation par les co-facilitateurs et le Bureau:

- Des réunions informelles, si nécessaire, doivent être ouvertes à tous les membres et participants intéressés.
- Il serait bon de savoir le plus tôt possible si la réunion prévue pour le 14 juin après-midi est confirmée, et quels sont les sujets à l'ordre du jour de cette réunion.
- Sur la base de la réunion d'évaluation d'hier, nous comprenons que les questions suivantes semblent être celles qui nécessitent le plus de discussion: a) les objectifs stratégiques, b) les rôles, c) le suivi, et d) la hiérarchisation et le financement.
- Si elle est confirmée, la réunion informelle du 14 mai devrait aborder les questions en suspens sur les Objectifs Stratégiques et les Rôles. Les autres questions peuvent être résolues lors de la finalisation de l'Annexe, le 14 juin.
- En raison de nos contraintes financières actuelles, le MSC n'est pas en mesure de confirmer sa participation à une réunion informelle qui se tiendrait à la fin de mai ou au début de juin. Si la situation ne change pas au cours des prochaines semaines, le MSC aura également des difficultés à assurer une participation significative de la société civile à la réunion d'évaluation du CSA en juin.

c) Clarification sur les informations supplémentaires nécessaires sur les dépenses et les allocations budgétaires, et sur la transparence des décisions connexes:

- Plus d'informations détaillées sur les allocations budgétaires doivent être fournies en ce qui concerne le personnel du Secrétariat du CSA. Il serait bon de savoir combien de personnes travaillent au Secrétariat du CSA et qui occupe quel poste.
- Des informations plus détaillées et désagrégées concernant l'allocation budgétaire sont nécessaires en ce qui concerne «l'allocation budgétaire par Axe de travail». Nous suggérons d'introduire des sous-lignes budgétaires pour chaque type d'activité qui spécifient combien de dépenses sont consacrées au temps supplémentaire du

personnel, à l'interprétation, à la traduction des documents et à la consultation électronique.

- Il serait important de recevoir non seulement le budget prévisionnel, mais également les dépenses réelles et ce de manière désagrégée, de sorte qu'il puisse être établi clairement s'il y a des ressources ou des économies non dépensées et si elles sont utilisées ou réaffectées à d'autres activités qui font face à un déficit de financement. .
- Il serait également bon de savoir comment les décisions sont prises au sein du Secrétariat concernant l'allocation et les dépenses budgétaires: comment le Secrétariat gère-t-il les changements nécessaires lorsqu'un sous-programme est sous-financé tandis que d'autres disposent d'un financement approprié? À qui le Secrétariat du CSA rend-t-il des comptes en ce qui concerne l'allocation budgétaire, les dépenses et les changements dans ces éléments?

Point 3 de l'ordre du jour - Points d'information sur les Axes de travail et le Budget

Point d'information sur les Axes de travail

- Question sur l'Axe de travail Urbanisation et Transformation rurale, si pas déjà répondue (voir ci-dessus);
- Nous aimerions donner suite à la décision prise par le Bureau en janvier, concernant la Foresterie. Nous suggérons que la réunion GC / Bureau de septembre aborde la question de cet événement unique qui a été reporté à 2019.

Budget

- Question sur le rapport du HLPE sur les partenariats multipartites, si pas déjà répondue (voir ci-dessus);
- Informations sur notre propre situation budgétaire au MSC: en raison de retards supplémentaires inattendus dans le processus d'approbation de la part de deux principaux contributeurs au budget du MSC, la situation financière du mécanisme est actuellement très tendue. Nous avons déjà informé la réunion GC / Bureau en janvier des risques possibles que cela entraîne. Malgré le soutien rapide fourni par les ONG participantes et un plan d'urgence qui a été appliqué par le MSC de janvier à avril 2018, le MSC est maintenant confronté à une situation dans laquelle il pourrait ne plus être en mesure de fonctionner correctement à partir de la fin mai jusqu'au mois de juin. Nous avons tout fait pour accélérer les processus d'approbation, mais les procédures de financement fonctionnent à un rythme plus lent que prévu et ne sont pas entre nos mains. C'est un problème transitoire, mais il pourrait affecter de manière significative la participation de la société civile aux activités du CSA en juin.